

F. Thierry-Dominique Humbrecht, dominicain (1)

## En fidélité au concile Vatican II

Les chrétiens se sont toujours engagés en politique. Nul ne saurait leur faire le mauvais procès du désengagement. Nombre de caractéristiques de la vie politique ont une origine chrétienne, à commencer par la distinction entre le temporel et le spirituel – distinction devenue, par mode de sécularisation, la laïcité et, par sectarisme anticatholique, le laïcisme à la française. Les chrétiens s'engagent parce qu'ils sont dans le monde. Ils n'ont pas à dialoguer avec le monde comme si celui-ci leur restait extérieur, ils sont une partie du monde même. Le problème est plutôt que les autres parties de ce monde n'en ont cure.

En revanche, il y a plusieurs manières de s'engager. Le XX<sup>e</sup> siècle, avec son sens de l'engagement mais aussi ses ahurissantes naïvetés, a vu les chrétiens suivre toutes les modes politiques et parfois des monstruosité sans s'en apercevoir, entre fascisme et marxisme. Le moment est venu d'en tirer les leçons. Il n'appartient pas aux pasteurs de débattre. Certes, ils sont citoyens, ils annoncent au nom de l'Église les principes éthiques et politiques qui ne contredisent pas l'Évangile, mais sans verser dans le cléricalisme (un peu comme jadis les prêtres-ouvriers: le monde ouvrier est loin de Dieu, c'est donc moi, prêtre, qui y vais...). Vatican II dit que la charge et la sanctification du temporel sont la mission des laïcs. Ce Concile, rebattu mais trop peu lu, invite les chrétiens à s'investir dans la société. Cela, « *pas dans le seul témoignage de la vie; le véritable apôtre cherche les occasions d'annoncer le Christ par la parole* » (Vatican II, *Apostolicam actuositatem* § 6).

Une évolution des mentalités enfin favorable au Concile se fait jour: de plus en plus de croyants sortent des trous de taupe de leur enfouissement et se situent publiquement en tant que chrétiens. Les chrétiens sont habilités à prendre part à la chose politique, mais tout le monde n'en a pas le profil. Il y faut le métier, la formation, l'art de parler, le sens du gouvernement. Les chrétiens en politique doivent d'abord se comporter en chrétiens, dans leur vie autant que dans leur action; et aussi dans leur pensée, vertu plus rare mais nécessaire. Ils sont appelés au discernement des fins, des moyens et des personnes.

Nous sortons d'une vie politique axée sur les acquis sociaux ou le progrès économique. Les premiers sont en place, le second est fragilisé. Le débat s'est déplacé du social au sociétal, c'est-à-dire en direction des questions éthiques qui touchent à l'identité de la personne humaine: vie, amour, éducation, mort. La personne a-t-elle une nature que le politique doive respecter autant que promouvoir? Sartre disait: « *Il n'y a pas de nature humaine, puisqu'il n'y a pas de Dieu pour la concevoir.* » Le refus politique actuel de la nature humaine procède d'un athéisme désespéré mais militant.

Si l'État reste neutre, la laïcité respecte à peu près les religions. Si, au contraire, il entend les contraindre au domaine privé, il les mutile. La laïcité devient alors une religion. La dérive actuelle du laïcisme est celle d'une sorte de papauté, religion suprême qui juge toutes les autres. Nouvelle preuve, plusieurs fois inversée, de l'origine catholique de la laïcité, en version grimaçante.

Dans ces débats, auxquels s'ajoutent ceux de la culture et de la transmission, les chrétiens ont leur rôle à jouer, rôle passionnant, risqué, marginalisé, bientôt ou déjà martyrs. La question qui me soucie est celle des acteurs: qui veut bien s'y mettre?

(1) Vient de publier: *Éloge de l'action politique*, Parole et Silence, 2015, 210 p., 18 €

<http://www.la-croix.com/Articles-du-Forum/Forum-Thematique/En-fidelite-au-concile-Vatican-II-2015-05-15-1312503>

---